



# Rassemblement devant la préfecture à CAEN

## Jeudi 10 juin - 13h30

### DES PSYCHOLOGUES MALTRAITÉS, UNE POPULATION MALMENÉE

Ça suffit ! Nous demandons au Gouvernement et aux Pouvoirs Publics d'arrêter de se moquer des psychologues !

Halte à la prolifération des mesures et annonces qui disqualifient les psychologues, se construisent sans leur participation et sans leur avis !

La crise sanitaire a mis à jour les maux de notre société et découvre, entre autres, l'importance des psychologues. Or le Gouvernement s'emploie à nier leur place en imposant un accès sous prescription médicale qui pénalise le public, en limitant leur indépendance technique et en conditionnant leur exercice clinique.

Depuis plusieurs mois émane du Gouvernement une succession de rapports et réglementations qui, sous couvert de préoccupation humaniste pour la santé mentale de nos concitoyens, dénigrent chaque fois davantage les psychologues et menacent de plus en plus leurs pratiques :

- Rapport de l'IGAS méprisant les psychologues et ceux qui les forment ;
- Rapport de la Cour des Comptes soutenant une expérimentation de remboursement scandaleuse tant par les tarifs dérisoires octroyés que par les conditions de travail inadmissibles ;
- Cahier des charges d'ARS qui interdit les soins à certaines structures et les limite drastiquement à d'autres et plus récemment, arrêté réduisant d'une manière caricaturale et inacceptable les compétences des psychologues qui interviennent auprès des enfants présentant certains troubles du développement.

L'accumulation de ces propositions suscite colère et opposition de la part de la grande majorité des organisations représentatives des psychologues et des enseignants-chercheurs en psychologie qui soulignent avec force leurs effets néfastes pour la profession comme pour les usagers.

Nous dénonçons la méthode, anti-démocratique, qui ignore ostensiblement les organisations représentatives de la profession et la réalité des pratiques professionnelles. Nous dénonçons l'intention, manifeste, qui consiste à vouloir contrôler la profession, la mettre sous tutelle, la paramédicaliser, la disqualifier, l'instrumentaliser pour répondre à une idéologie et une volonté politique. L'engagement des professionnels au service de la population, l'utilité et l'efficacité de leurs pratiques ne sont plus à démontrer depuis longtemps. Nous refusons le mépris et le déni qu'on leur oppose !

Nous condamnons l'**abandon du service public** et demandons la création massive de postes de psychologues dans le secteur public. Pendant qu'on chante leurs louanges, les psychologues sont **oubliés et délibérément écartés du Ségur** : dans la FPH, aucune revalorisation des grilles de salaire n'est prévue, le très faible passage en hors classe bloque le déroulement de carrière. **Les conditions de travail se détériorent** : embauches sur emploi précaire, CDD de 3 mois par exemple, attaques sur la fonction FIR, évaluation subjective avec des objectifs impossibles à atteindre. La profession de psychologue hospitalier est ainsi clairement dénigrée, reléguée au rang de non essentiel.

Nous demandons le retrait de l'ensemble des projets et mesures annoncées : (retrait des différentes expérimentations en cours sur le remboursement des consultations et psychothérapies des psychologues, à des tarifs dérisoires qui ne permettent pas de vivre de son travail, et de plus sous contrôle médical ; retrait du cahier des charges de l'ARS Nouvelle Aquitaine et autres régions ; retrait des mesures administratives et des arrêtés imposant des techniques et méthodes exclusives, en particulier celui relatif aux enfants présentant des troubles neurodéveloppementaux).

Nous demandons l'accès libre aux psychologues dont la consultation doit être remboursée par la sécurité sociale, et rappelons que plusieurs pétitions dans ce sens rassemblent un nombre considérable de signatures. À la date d'aujourd'hui :

- 20 896 signatures pour la pétition L'Accès direct aux Psychologues : un enjeu de santé public (CGT-UFMICT, FFPP, SIUEERPP, SNP) ;
- 11 523 signatures pour la pétition Les psychologues doivent être au cœur du dispositif de soutien psychologique (collectif) ;
- 10 194 signatures pour la pétition Pour un nouveau tarif et un accès libre aux psychologues dans les expérimentations (SNP).

Nous exigeons le respect de la loi de 1985, le respect de l'autonomie des psychologues et de la pluralité de leurs méthodes et pratiques. Nous exigeons la reconnaissance de leur éthique et de leur déontologie élaborée par 21 organisations ou syndicats de psychologues dans un Code qui est régulièrement réactualisé. Nous rejetons catégoriquement la proposition de loi de quelques députés en vue de créer un Ordre des psychologues qui participerait à leur disqualification et mise sous tutelle.

## **Appel à mobilisation**

Nous appelons à la mobilisation tous les psychologues, quel que soit leur champ de pratique, tous les étudiants et enseignants-chercheurs en psychologie, et toutes celles et ceux qui sont préoccupés par la qualité du travail des psychologues, pour faire entendre leur mécontentement.

## **Rassemblement devant la préfecture à CAEN** **Jeudi 10 juin – 13h30**

**Nous ne laisserons pas les Pouvoirs Publics décider pour nous, sans nous, et instrumentaliser notre profession !**